

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 08/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRANCE TELEVISIONS**

7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE  
75015 Paris

Code AIOT : 0007404161

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2025 dans l'établissement FRANCE TELEVISIONS implanté 7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 PARIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le fonctionnement dégradé des tours aéroréfrigérantes n°5 à 8 a conduit à la prolifération de légionelles dans les eaux du circuit (dépassement du seuil de risques sanitaires : 100 000 UFC/L), exposant alors les riverains à une contamination par les légionelles pouvant provoquer une maladie appelée légionellose.

Ces 4 tours sont à l'arrêt depuis le 16 septembre 2024, jour où un contrôle inopiné mandaté par la DRIEAT a relevé une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/l (580 000 UFC/l).

Un arrêté de mesure d'urgence (arrêté préfectoral n° DUPA-2024-1333 du 27 septembre 2024) a été

notifié à l'exploitant afin d'empêcher toute remise en service de l'installation sans avoir présenté à l'inspection des installations classées les garanties nécessaires.

Un arrêté de mise en demeure (arrêté préfectoral n°DUPA-2024-1442 du 22 octobre 2024) a également été notifié à l'exploitant afin qu'il respecte les dispositions réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 14/12/13 et visant à assurer une remise en service prévenant le risque de prolifération de légionelles.

L'inspection du 11/07/2025 a été réalisée afin de faire un point d'avancement sur les actions menées par France Télévision pour satisfaire les prescriptions des arrêtés préfectoraux susmentionnés

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRANCE TELEVISIONS
- 7 ESPLANADE HENRI DE FRANCE 75015 PARIS
- Code AIOT : 0007404161
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de FRANCE TELEVISION abrite 3 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 8 tours aéroréfrigérantes (TAR), en terrasse au 8ème étage, de puissance thermique totale 8 100 kWth (2 circuits) dont les TARs 1,2,3 et 4 ont un fonctionnement saisonnier et les TARs 5 à 8 ont un fonctionnement annuel. Ces TAR sont classées sous la rubrique 2921-1-a de la nomenclature des ICPE, régime de l'enregistrement, et sont réglementées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 14/12/13. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité ;
- 3 groupes électrogènes de secours (GES), au sous-sol au niveau -4, de puissance totale de 11MW alimentés par un dépôt aérien de FOD d'une capacité de 50m3 soit 40 tonnes (2 cuves SE de 25m3 en soute). Ces GES sont classées sous la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 03/08/18 ;
- 6 groupes froids (GF), 5 au sous-sol au niveau - 2 et 1 en terrasse, de marque TRANE d'une puissance électrique totale de 1960 kW contenant respectivement 1728kg de fluide réfrigérant (R 134a) et 42,6 kg de fluide réfrigérant (R 410a). Le site abrite donc un total de 1770,6 kg de fluide frigorigène. Ces GF sont classés sous la rubrique 1185-2-a de la nomenclature des ICPE, régime de la déclaration, et sont réglementés par l'AMPG du 04/08/14. Cette ICPE bénéficie de l'antériorité.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien préventif – Optimisation de la stratégie de traitement	Arrêté ministériel du 14/12/13, Artillez 26 alinéas I.2.b	Demande de justificatifs	3 mois
3	Mise à jour du plan d'entretien et du plan de surveillance	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3	Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure Demande d'action corrective	1 mois
4	Réalisation d'une analyse méthodique à la suite de modification significative	Arrêté ministériel du 14/12/13, Artillez 26 alinéas I.1.a	Demande de justificatifs	1 mois
7	Plan du circuit hydraulique	Arrêté ministériel du 14/12/13 , Article 26.IV.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actualisation des documents d'exploitation et remise en eau des tours n° 5 à 8	AP de Mesures Conservatoires du 26/09/2024, articles 2 et 3	Sans objet
2	Entretien préventif	AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 2	Levée de mise demeure
5	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
6	Entretien des dévésiculeurs	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Levée de la non-conformité relevée lors de l'inspection du 11/04/25

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à quatre prescriptions de la mise en demeure notifiée par l'arrêt préfectoral n° DUPA-2024-1442 du 22/10/2024 et semble mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour répondre aux 3 autres prescriptions de l'arrêt préfectoral n° DUPA-2024-1442.

L'exploitant a modifié significativement le circuit hydraulique des tours n° 5 à 8 ainsi que sa

stratégie de traitement. Une nouvelle analyse méthodique des risques a été réalisée et les conclusions de cette dernière n'ont pas encore été transmises à l'exploitant. Dès réception ces dernières devront être transmises à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées ne voit pas objection à un redémarrage des tours n° 5 à 8.

Les dévésiculeurs des tours n°1 à 4 ont été changés afin de lever la non-conformité relevée lors de l'inspection du 11/04/2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Actualisation des documents d'exploitation et remise en eau des tours n° 5 à 8

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 26/09/2024, articles 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêt des TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 3</b> La remise en eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 est conditionnée au respect des dispositions présentées à l'article 2 et des prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• suppression des bras morts ;</li><li>• déplacement du filtre à sable du circuit d'eau des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8.</li></ul> Le redémarrage des tours aéroréfrigérantes n° 5 à 8 est soumis à une décision favorable explicite du Préfet de police.  <b>Article 2</b> Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• recherche les causes de la prolifération des légionelles dans son installation en réalisant une Analyse Méthodique des Risques (AMR) conforme aux dispositions de l'arrêté du 14/12/2013 susvisé ;</li><li>• actualise son plan d'entretien et de maintenance journalière en y ajoutant les actions correctives préconisées par l'AMR, sous la forme d'un plan d'action avec tableau de suivi des actions correctives ;</li><li>• met en œuvre la stratégie de traitement définie dans l'AMR ;</li><li>• met en œuvre un plan de surveillance avec les indicateurs de qualité physico-chimiques de l'eau d'appoint et du circuit ;</li><li>• met à jour le carnet sanitaire ;</li><li>• réalise un contrôle de conformité des installations électriques des tours aéroréfrigérantes 5 à 8 ;</li><li>• met en œuvre, le cas échéant, un plan d'action pour lever les non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques.</li></ul> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs du respect des dispositions prévues au présent article.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une analyse méthodique des risques le 31/10/2024 à la suite du dépassement

100 000 UFL du 16/09/2024. Cette AMR avait identifié des bras morts et s'interrogeait sur l'efficacité de la stratégie de traitement utilisant un filtre à sable, un filtre magnétique et une injection en continu de biocide non-oxydant.

L'exploitant a transmis le 11/04/2025 le rapport de vérification des installations électriques des tours n°5 à 8 daté du 12/12/2014. Ce rapport ne fait mention d'aucune non-conformité.

Il a été constaté lors de l'inspection du 11/07/2025 que

- les plans d'entretien et surveillance ont été mis à jour en tenant compte des préconisations de l'AMR d'octobre 2024. Toutefois l'exploitant devra les compléter en tenant des comptes des remarques formulées au point de contrôle n°3 ;
- l'exploitant avait commencé à mettre à jour son carnet sanitaire. Le plan synoptique des installations est en cours de mise à jour (voir point de contrôle n°6) ;
- l'exploitant a modifié sa stratégie traitement pour répondre aux remarques de l'AMR d'octobre 2024. Une nouvelle AMR a été réalisée le 25/06/25 pour valider cette nouvelle stratégie de traitement. Le rapport n'avait pas été réceptionné par l'exploitant le jour de l'inspection (voir point de contrôle n°4) ;
- le filtre à sable a été supprimé ;
- les bras morts sur la partie du circuit hydraulique en sous-sol ont été supprimés ;
- les bras morts sur la partie terrasse du circuit hydraulique sont gérés par purge hebdomadaire.

L'exploitant a transmis par mail le 28/07/2025 les rapports d'analyse des prélèvements effectués le 03/07/2025. Ce rapport ne présente aucune non-conformité.

**Le prérequis au redémarrage prescrit dans l'arrêt de mesures conservatoires du 26/09/2024 étant réalisé, l'inspection des installations classées ne voit pas d'objection à un redémarrage des tours n° 5 à 8 qui se fera sous la responsabilité de l'exploitant.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Entretien préventif

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Justification de la stratégie de traitement

### **Prescription contrôlée :**

Sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant doit conformément à l'article 26 alinéa 1,2 de l'arrêté du 14/12/2013

Expliquer les raisons du changement de stratégie de traitement

Justifier que cette dernière est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante sur l'environnement

### **Constats :**

L'exploitant a changé de stratégie de traitement.

Sont maintenant utilisés les produits suivants :

- Eau Mega Sol-T-SCF (Un antitartre, anticorrosion et biodispersant) :

- EAU MEGA SOL T-BOX (biocide oxydant) : injection régulée pour obtenir une teneur en chlore libre voisine de 0,7 à 1,0 ppm
- BWT-3001 (Biocide Non oxydant) : : injection d'une concentration de 200 ppm tous les vendredi

L'utilisation du biocide non oxydant est justifiée par le traiteur d'eau pour son action sur d'autres micro-organismes et pour le redémarrage de l'installation suite à une contamination de grande ampleur.

L'inspection des installations classées rappelle que l'injection de biocide oxydant pour maintenir par exemple une concentration en chlore libre permanente comprise entre 0,4 et 0,8 mg/L est une pratique habituelle. En revanche, l'utilisation d'un biocide non oxydant de manière systématique n'est pas une bonne pratique car elle peut entraîner une accoutumance de certains organismes pouvant contenir des légionelles et si le BNO est trop dosé, cela peut être très impactant pour la STEP en aval, voire le milieu naturel.

Suite à un accident comme celui de septembre 2024, l'inspection des installations classées peut comprendre cette injection hebdomadaire de biocide non oxydant de manière temporaire (pendant 6 mois par exemple après la remise eau de l'installation). **Une surveillance de la masse bactérienne dans le circuit hydraulique pourrait permettre d'optimiser la fréquence d'injection de biocide non oxydant.**

**Il est donc demandé à l'exploitant d'étudier, sous un délai 3 mois la mise en place d'une surveillance de la masse bactérienne dans son circuit hydraulique afin de pouvoir ajuster la fréquence d'injection de biocide non oxydant.**

**Néanmoins il est proposé à Monsieur le Préfet de police de lever ce point de la mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise demeure + demande de justificatifs

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Mise à jour du plan d'entretien et du plan de surveillance

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/10/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de surveillance et d'entretien

**Prescription contrôlée :**

sous un délai d'un mois mettre à jour les plans d'entretien et de surveillance en prenant en compte les recommandations de l'analyse méthodique des risques demandée à l'article 1er du présent arrêté

**Constats :**

EAU MEGA SOLUTION a présent les plans d'entretien et de surveillance qu'il a adapté à la suite du changement de stratégie de traitement.

**Plan de surveillance**

Le plan de surveillance est conforme aux attentes réglementaires pour l'eau de réseau. Une surveillance des produits de décomposition des biocides sera effectuée et un seuil d'action a été défini.

Pour les paramètres de surveillance des eaux de rejets, il sera nécessaire de mettre en place des valeurs cible et d'alerte.

Les moyens nécessaires pour tracer le suivi des paramètres de surveillance ont été mis en place.

#### **Plan d'entretien**

Le plan d'entretien transmis doit être complété par les actions réalisées par le personnel de France télévisions les week-ends puisque le plan d'entretien ne présente que les actions réalisées par Atalian du lundi au vendredi.

Le personnel de France Télévision a présenté les actions qu'il devait réaliser.

Par courriels des 25 et 28 juillet 2025 , l'exploitant a indiqué sa procédure de gestion des bras morts avec une purge hebdomadaire les lundis et la réalisation de test PCR chaque semaine pendant un mois. Cette procédure de gestions des bras morts d'eau doit être insérée dans le plan d'entretien.

A ce plan d'entretien devra être annexe la procédure de gestion en cas de panne/dysfonctionnement de l'installation de traitement de l'eau.

La présentation faite par EAU MEGA SOLUTION et celle faire par les mainteneurs concordaient.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de police de maintenir ce point de la mise en demeure et d'accorder un délai supplémentaire à l'exploitant puisque ces documents peuvent encore évoluer avec les conclusions de l'analyse méthodique des risques réalisée le 25/06/25 dont le rapport n'a pas encore été réceptionné par l'exploitant. Ce dernier devra, d'ici un mois, **transmettre une version définitive de ses deux plans.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Proposition d'un délai supplémentaire pour répondre à la mise en demeure

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 4 : Réalisation d'une analyse méthodique à la suite de modification significative**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 14/12/13, article 26.I.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'incident

**Prescription contrôlée :**

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et



de prolifération des légionelles.
La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a changé de stratégie de traitement et a modifié significativement son installation (suppression du filtre à sable, de l'installation de traitement magnétique, des bras morts fonctionnels sur la station d'alimentation en eau et modifier l'installation de traitement de l'eau</p> <p>L'exploitant a réalisé une nouvelle analyse méthodique des risques (AMR) le 25/06/25. L'analyse méthodique des risques a été effectuée par l'entreprise SOCOTEC. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait encore reçu le rapport présentant les conclusions de cette AMR.</p> <p>Il conviendra que l'exploitant <b>transmette cette nouvelle analyse des risques dès réception ainsi que le plan d'action découlant des préconisations de cette AMR</b>. Ce plan d'action détaillera les personnes en charge de chaque action et les échéances fixées pour la réalisation de chacune d'entre elles.</p> <p>Si cette AMR préconise la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance, <b>l'exploitant devra transmettre une version actualisée de ces deux plans</b>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</b></p> <p>[...]</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits utilisées pour le traitement de l'eau.</p> <p>Les type de produit des biocides utilisées sont de type TP 11 démontrant de leur efficacité pour lutter contre la légionelle.</p>

L'étiquetage des emballages de produits utilisés correspond aux pictogrammes des classes de dangers listées dans les fiches de données de sécurité consultées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Plan du circuit hydraulique des tours n° 5 à 8**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 14/12/13 , Article 26.IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Sont annexés au carnet de suivi : - le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; [...] 
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a modifié son circuit hydraulique depuis la dernière inspection du 11/04/2025. L'exploitant a notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• supprimer le filtre à sable, l'installation de traitement magnétique, les bras morts fonctionnels sur la partie du circuit hydraulique en sous-sol ;</li> <li>• Modifier l'installation de traitement de l'eau ;</li> <li>• Mise en place de robinet de purge pour gérer les quatre bras morts sur la partie du circuit d'eau située sur la terrasse du 7ème étage.</li> </ul> <p>Il a été indiqué que la modification du plan synoptique du circuit hydraulique était en cours de réalisation.</p> <p>Il est nécessaire que l'exploitant <b>transmettre ce plan synoptique actualisé à l'inspection des installations dès sa réception.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Entretien des dévésiculeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des dévésiculeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires.</p>

**Constats :**

L'inspection des installations classées avait constaté lors de l'inspection du 11/04/2025 que les installations de limitation des entraînements vésiculaires des tours n<sup>os</sup> 1 à 4 n'étaient plus efficaces puisque que des gouttes d'eau étaient visibles dans le panache sortant de ces tours.

Le 18/04/2025, l'exploitant avait informé l'inspection des installations classées de l'arrêt des tours n°1 à 4 et de l'installation de deux groupes de secours utilisant du R410A. L'exploitant a procédé à la déclaration de modification de ces activités classées à la rubrique 1185 le 23/05/2025.

L'exploitant a transmis le 19/06/2025 que le rapport d'invention de la société HQAIR daté du 16/06/2025 concernant les actions de nettoyage, désinfection, réparation et changement des packings et séparateurs de gouttes effectuées du 29/04/2025 ou 16/06/2025.

Les tours n°1 à 4 ont été redémarrées le 30/06/2025 après la transmission par le laboratoire Eurofins du rapport d'analyse de la concentration en legionella pneumophilla d'un prélèvement réalisé le 20/06/2025. Aucune non-conformité n'a été relevée dans ce rapport d'analyses.

L'exploitant a ensuite transmis le 11/07/2025 les rapports d'analyses des prélèvements des 24/06/025 et 30/06/2025. Aucune non-conformité n'a été relevée dans ces deux rapports d'analyse

**Type de suites proposées :** Sans suite